

**Mémoire pour les consultations  
prébudgétaires en prévision du budget de  
2019**

**Par Sheryl Moran, Ottawa**

## **Recommandation**

Que le gouvernement suive l'avis du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international en élaborant un plan pour que le Canada atteigne l'objectif de 0,7 % du revenu national brut pour l'enveloppe budgétaire de l'aide publique au développement (APD) d'ici 2030.

## Contexte

J'ai appris que le budget 2019 mettrait l'accent sur la productivité et la compétitivité. Or, j'estime que ma recommandation est conforme à ce thème, étant donné que la croissance inclusive des pays du Sud a, de toute évidence, des retombées favorables pour toutes les économies du monde. En effet, dans l'Examen national volontaire du Canada sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, récemment publié, le premier ministre Trudeau a déclaré ceci :

« Nous traversons une période de grands changements. Une économie mondiale de plus en plus intégrée a donné lieu à une croissance sans précédent, mais tous n'ont pas profité des avantages qui en ont découlé de façon égale. Cette réalité donne l'occasion aux gouvernements, à la société civile, aux entreprises et aux citoyens de travailler ensemble pour façonner un avenir meilleur, plus égal et plus durable pour tous<sup>1</sup>. »

Je voudrais reconnaître d'emblée que le gouvernement actuel a intensifié ses efforts sur plusieurs fronts de développement international au cours des deux dernières années, notamment :

- il a organisé la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme en septembre 2016, et il continue d'en être un important bailleur de fonds;
- il a annoncé la Politique d'aide internationale féministe en juin 2017, visant à harmoniser les priorités mondiales du Canada avec ses priorités nationales, afin d'éliminer la pauvreté et de promouvoir une croissance plus inclusive au pays comme à l'étranger;
- il a annoncé que le Canada doublait son apport annuel au Partenariat mondial pour l'éducation avant sa conférence de reconstitution des ressources au Sénégal en février 2018;
- il est l'un des principaux bailleurs de fonds du programme TB REACH, destiné à trouver des millions de cas de tuberculose manquants afin qu'ils puissent être traités, et il a financé des instituts de recherche pour trouver

---

<sup>1</sup>« Mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : Examen national volontaire du Canada », présenté le 17 juillet 2018 au Forum politique de haut niveau de l'ONU, à l'adresse [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20312Canada\\_FRENCH\\_18122\\_Canadas\\_Voluntary\\_National\\_ReviewFRv7.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20312Canada_FRENCH_18122_Canadas_Voluntary_National_ReviewFRv7.pdf).

de nouveaux moyens de diagnostiquer, traiter et soigner les patients tuberculeux;

- sur le plan national, le budget de 2018 prévoyait un financement destiné à éliminer la tuberculose dans l’Inuit Nunangat d’ici 2030 et à réduire la tuberculose active d’au moins 50 % d’ici 2025 (on espère que le premier ministre lui-même annoncera cette nouvelle à la réunion de haut niveau sur la TB à l’ONU en septembre, car le monde ne peut pas se rapprocher de l’objectif d’éliminer la tuberculose d’ici 2030 sans une direction solide de la part de nombreux pays;
- il a débloqué des fonds dans le budget de 2018 pour établir une unité d’ODD à Statistique Canada afin de coordonner la mise en œuvre du Programme 2030 dans les ministères et les organismes et de publier des rapports à ce sujet;
- il a promis de lancer l’élaboration d’une stratégie nationale sur le programme des ODD à l’horizon 2030 à laquelle toutes les sociétés civiles sont disposées à contribuer et espérant voir le gouvernement préciser sa stratégie pour aider les pays du Sud à atteindre les ODD;
- il a annoncé, lors du sommet du G7, que FinDev Canada s’associait à d’autres institutions financières du G7 pour réunir 3 milliards de dollars US d’ici 2020 afin d’investir dans des activités commerciales profitant à des femmes dans des pays en développement;
- il a incité les pays du G7 et la Banque mondiale à soutenir l’éducation des femmes et des filles en situations de crise et de conflit et a engagé 3,8 milliards de dollars pour cet effort.

Et encore, je n’ai pas parlé du rôle du Canada dans l’aide aux réfugiés, l’élimination de la polio, l’amélioration de la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile et l’exemple qu’il donne aux pays occidentaux dans la promotion de l’égalité des sexes au sein de l’aide internationale.

## **Conclusion**

Le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international a exprimé le soutien de tous les partis à une augmentation de l’APD dans le rapport qu’il a présenté en novembre 2016. Le rapport indiquait ce qui suit :

« Bien que l’étude du Comité ait porté sur les pays ciblés par le Canada et sur ses thèmes prioritaires, des témoins ont laissé entendre qu’on ne saurait

déterminer l'efficacité de ces approches si l'on ne prend pas en considération le budget global alloué par le Canada à l'aide au développement. Le volume de ce budget est le principal facteur qui détermine le nombre de pays dont le Canada peut être le principal donateur, ainsi que l'éventail des secteurs de développement dans lesquels il peut exercer une grande influence sur le terrain<sup>2</sup>. »

En effet, le Comité a clairement indiqué que les politiques à long terme et autres ne seraient probablement pas réalisées sans un financement proportionnel. Plus précisément, le Comité a recommandé que le gouvernement établisse un plan pour atteindre l'objectif de 0,7 % d'APD d'ici 2030, garantissant ainsi que le Canada deviendra véritablement un chef de file mondial *effectif* du développement international à long terme<sup>3</sup>.

Bien que le gouvernement ait augmenté l'APD dans le budget de 2018, compte tenu de la croissance attendue de notre économie, cette nouvelle aide maintiendra son APD à 0,26 % du revenu national brut, loin derrière la plupart des autres pays de l'OCDE.

Le Canada donne souvent l'exemple et incite les autres pays à contribuer aux initiatives mondiales en matière de santé et d'accès à une éducation de qualité, en particulier pour les filles. Cela dit, il est grand temps de prendre des mesures et de fournir un financement qui soit à la hauteur à notre leadership sur la scène mondiale.

« Nous vivons dans un monde interconnecté. Ce qui se passe “là-bas” nous affecte bientôt “par ici”. Le développement apporte la sécurité, la paix et la prospérité; et une sécurité, une paix et une prospérité accrues “là-bas” procurent des avantages considérables aux Canadiens, notamment une sécurité internationale accrue, l'ouverture de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités commerciales [...]

---

<sup>2</sup>« La coopération en matière de développement pour un mode plus stable, plus inclusif et plus prospère : Une ambition collective », *Report du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international*, présenté le 3 novembre 2016, p. 21, consulté à l'adresse <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/FAAE/Reports/RP8476293/faaerp04/faaerp04-f.pdf>.

<sup>3</sup> *Ibid.* à la p. 23. Voir la « RECOMMANDATION 7, Le gouvernement du Canada devrait aspirer à élaborer un plan qui consacre 0,70 % de son revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2030. La première étape de ce plan devrait consister à consacrer 0,35 % du RNB du Canada à l'APD en 2020. »

Pour être efficace, l'aide doit être accompagnée d'innovation. Nous avons besoin d'une enveloppe d'aide plus importante pour créer un espace d'essai pour de petites organisations non gouvernementales agiles qui ont montré la plus grande capacité à créer de meilleurs résultats à moindre coût [...]

De l'argent, il y en a suffisamment, et la petite augmentation pour le développement durant l'année budgétaire 2018 est la bienvenue. Nous devons juste en faire une priorité plus élevée. Pourquoi devrions-nous le faire? Parce que notre survie en tant que famille humaine en dépend<sup>4</sup>. »  
[TRADUCTION]

---

<sup>4</sup> « Bopp and Rudolph: It's in Canada's interest to boost foreign aid », chronique d'opinion publiée dans le *Calgary Herald* le 5 mars 2018 à l'adresse <https://calgaryherald.com/opinion/columnists/bobb-and-rudolph-its-in-canadas-interest-to-boost-foreign-aid> [EN ANGLAIS SEULEMENT].